

1986, chapitre 132

**LOI SUR LA CORPORATION INTERMUNICIPALE
DE TRANSPORT DE LA RIVE-SUD DE QUÉBEC**

Projet de loi 272

présenté par M. Jean Garon, député de Lévis

Présenté le 4 décembre 1986

Principe adopté le 19 décembre 1986

Adopté le 19 décembre 1986

Sanctionné le 19 décembre 1986

Entrée en vigueur: le 19 décembre 1986

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 132

Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec

[Sanctionnée le 19 Décembre 1986]

Préambule ATTENDU que la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec a adopté les règlements numéros 19, 19-1, 20, 24, 27 et 29 respectivement les 19 avril 1984, 9 août 1984, 17 mai 1984, 20 août 1985, 12 décembre 1985 et 20 mars 1986 pour permettre la construction d'un garage, de bureaux administratifs et l'achat de huit autobus;

Que toutes les formalités prévues par la loi n'ont pas été suivies à l'égard de ces règlements;

Qu'il est opportun de valider ces dépenses et d'autoriser l'adoption d'un règlement d'emprunt pour en défrayer le coût;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Dépenses
validées

1. Les dépenses en immobilisations, y compris les frais incidents reliés à ces dépenses, engagées et effectuées par la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec et prévues à ses règlements numéros 19, 19-1, 20, 24, 27 et 29, adoptés respectivement les 19 avril 1984, 9 août 1984, 17 mai 1984, 20 août 1985, 12 décembre 1985 et 20 mars 1986 sont déclarées valides.

Emprunts
validés

Les emprunts temporaires contractés par la Corporation pour ces dépenses, alors que ces règlements n'étaient pas en vigueur, sont déclarés valides.

Renvoi	Le secrétaire doit inscrire dans le livre des procès-verbaux de la Corporation, à la suite de ces règlements, un renvoi à la présente loi.
Pouvoir d'emprunt	2. La Corporation est autorisée à contracter tout emprunt temporaire nécessaire au paiement total ou partiel de ces dépenses.
Dépenses d'exploitation	3. Les dépenses visées à l'article 1 sont réputées être des dépenses d'exploitation de l'exercice financier de 1986.
Règlement d'emprunt	4. Malgré les articles 86, 93 et 97 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70), la Corporation doit, par règlement qui ne requiert que l'approbation du ministre des Affaires municipales, emprunter pour combler la partie de son déficit d'exploitation au 31 décembre 1986 résultant de ces dépenses et pour payer les frais de financement de tout emprunt temporaire prévu à l'article 2.
Transmission au ministre	Ce règlement est adopté et transmis au ministre dans les trente jours suivant la transmission au secrétaire de la Corporation du rapport du vérificateur pour l'exercice financier de 1986.
Admissibilité aux subventions	5. La Corporation est admissible aux subventions gouvernementales prévues au décret sur la politique d'aide gouvernementale au transport en commun (R.R.Q. 1981, c. T-12, r. 13 et ses modifications) pour les dépenses visées à la présente loi, malgré le paragraphe <i>d</i> de l'article 4 de ce décret.
Montant	Le montant versé par le gouvernement en vertu du premier alinéa est égal à celui auquel aurait eu droit la Corporation au moment où les dépenses subventionnées ont été engagées et effectuées et comprend les intérêts courus au 15 septembre 1986 sur les emprunts temporaires visés à l'article 1.
Cause pendante	6. La présente loi n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 22 novembre 1986.
Entrée en vigueur	7. La présente loi entre en vigueur le 19 décembre 1986.